

Brochure n° 3120

Convention collective nationale

**IDCC : 468. – COMMERCE SUCCURSALISTE
DE LA CHAUSSURE**

ACCORD DU 29 MAI 2012

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA GARANTIS POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250997M

IDCC : 468

Entre :

Le SNCC,

D'une part, et

La FNECS CFE-CGC ;

La CSFV CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui :

Article 1^{er}

Appointement mensuel du personnel « employé »

Au titre de l'année 2012, et à compter du premier jour du mois qui suit la date de signature du présent accord, les appointements mensuels garantis du personnel « employé » sont fixés selon le barème suivant :

(En euros.)

CATÉGORIE	2012
I	1 400
II	1 405
III	1 411
IV et IV <i>bis</i>	1 415
V et VI	1 420
VII	1 440
VIII	1 450

Article 2

Appointement annuel du personnel « cadre »

Au titre de l'année 2012, et à compter du premier jour du mois qui suit la date de signature du présent accord, les appointements annuels garantis du personnel « cadre » sont fixés selon le barème suivant :

(En euros.)

CATÉGORIE	2012
IA	19 328
IB	19 975
IC	20 616
IIA	21 352
IIB	21 668
IIC	22 298
IID	23 140
IIE	24 402
IIF	26 296
III	28 610
IV	30 923
V	35 237
VI	42 283

Grille couples

(En euros.)

CATÉGORIE	2012
IA	
IB	
IC	
IIA	38 596
IIB	39 023
IIC	39 220
IID	40 489
IIE	42 705
IIF	46 019
III	50 073
IV	54 129
V	61 651
VI	—

Article 3

Publicité. – Extension

Le présent accord est établi en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire pour que chaque signataire en reçoive un original. Les organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national qui ne seraient pas signataires du présent texte en recevront une copie.

En outre, et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera adressé, à l'expiration du délai des 15 jours d'opposition, à la direction générale du travail (une version papier et une version électronique) et au conseil de prud'hommes de Paris (un exemplaire).

Les parties signataires conviennent de demander, dès connaissance du numéro de récépissé de dépôt, l'extension du présent accord auprès des services du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 29 mai 2012.

(Suivent les signatures.)